

# "La Ville de Bruxelles ne se gêne pas pour ne pas suivre les politiques régionales" (RIPOSTES)

**ABONNES** ENTRETIENS : THIERRY BOUTTE ET CHRISTOPHE BLAIVIE Publié le mercredi 21 février 2018 à 10h33 - Mis à jour le mercredi 21 février 2018 à 12h08

**L'affaire Gial et celle du Samusocial montrent combien la Ville de Bruxelles chérit ses ASBL, son indépendance, son auto-contrôle et fait de la résistance contre la Région.**

## Un Etat dans l'Etat ?

Oui pour Alain Maskens, essayiste, auteur de "Bruxellois, révoltez-vous !" et membre du think tank Aula Magna.

*La Ville de Bruxelles est une anomalie historique. Avec son indépendance financière, son territoire énorme et sa grande population, elle ne se gêne pas pour ne pas suivre les politiques décidées au niveau régional. Il faut ramener la Ville dans son pentagone.*



© BAUWERAERTS DIDIER

## Pourquoi considérez-vous que la Ville de Bruxelles est un Etat dans l'Etat ?

L'explication est historique. Lors de la création de la Belgique, la ville de Bruxelles se limitait au pentagone. Mais étant la capitale du pays, elle a annexé une série de territoires : une partie de St-Josse (le quartier des squares) en 1843, une partie de la forêt de Soignes pour en faire le bois de la Cambre en 1860, l'avenue Louise pour aller au bois, le Cinquantenaire en 1880, puis Laeken, Neder-over-Hembeek et Haren au début du XXe siècle. Ces acquisitions ont créé la plus grande commune de Bruxelles avec une

population de près de 180 000 habitants alors que la moyenne est de 60 000. C'est aussi un Etat dans l'Etat grâce à ses richesses. La Ville a acquis un patrimoine immobilier important et son statut de capitale lui a toujours permis de bénéficier de subsides nationaux conséquents. Avec son indépendance financière, son territoire énorme et une grande population, cette Ville peut parfaitement décider de ne pas suivre les politiques ou inflexions décidées au niveau régional. Et elle ne se gêne pas.

### **Comment se comporte-t-elle avec ses administrés ?**

La commune est par excellence le niveau de pouvoir de proximité. Or on constate que les édiles bruxellois ne sont guère proches des habitants de Haren ou du côté Louise. Le déficit est flagrant.

### **Des exemples où la Ville empiète sur la Région ?**

Fort de son pouvoir, le conseil communal de la Ville de Bruxelles prend aussi des initiatives, s'adressant à tous les habitants de la Région voire de la Belgique. C'est dans ce conseil qu'ont été décidés la construction d'un stade de football national, d'un piétonnier impactant la mobilité régionale ou la tenue des Plaisirs d'hiver. Ça ne va pas. Le grand feu d'artifice de fin d'année est géré par la Ville de Bruxelles. Dans le Grand Londres ou à Paris, ce n'est pas l'arrondissement où il est tiré. La Ville de Bruxelles possédant le Heysel, elle gère le projet Neo. De l'autre côté, elle s'occupe aussi du bois de la Cambre et de ses accès. Ces initiatives sont d'un intérêt régional évident et devraient être décidées et gérées au niveau de la Région.

### **Mais où est la capitale de Belgique et de l'Europe ?**

Effectivement, outre la problématique d'une bonne gestion, on doit s'inquiéter du déficit démocratique. Pour gérer convenablement un ensemble politique, une certaine simplicité et visibilité sont nécessaires afin que le citoyen sache pour quoi et pourquoi voter. Or, la Ville rajoute une couche de complexité à la lasagne de la Capitale. On y trouve du gouvernement régional, des gouvernements communautaires (VGC, Cocom et Cocof), 18 communes et enfin une super-commune - la Ville de Bruxelles - qui prend des décisions qui concernent un peu tout le monde. Les grands problèmes comme la revitalisation des quartiers, les déséquilibres entre quartiers riches et pauvres, les mauvais résultats de l'enseignement ou le haut chômage des jeunes semblent impossibles à résoudre dans la Région tant y manquent la lisibilité, la cohérence et de vrais meneurs politiques. Symboliquement, on ne sait pas qui est le patron, qui représente la population de la capitale de l'Europe ? Il n'est pas normal que le siège de la Région soit tapi dans la rue du Lombard et que le président d'une puissance étrangère soit reçu par le bourgmestre de Bruxelles dans son prestigieux hôtel de ville.

### **Après ce vilain diagnostic, quels remèdes ?**

Il faut corriger l'anomalie historique qu'est devenue la Ville de Bruxelles, la ramener dans son pentagone et que certains territoires - le Heysel ou le bois de la Cambre - deviennent de compétence régionale. Le pouvoir régional

doit être renforcé et les communes doivent se concentrer sur leurs services de proximité. Mais c'est un tabou parce que la majorité au Parlement bruxellois est constituée de municipalistes - bourgmestres et échevins - qui tiennent à leurs traditions et pouvoirs locaux. Pourtant, le XXI<sup>e</sup> siècle, c'est quitter ces 19 communes garnies de quelques services régionaux et passer à la gestion cohérente et forte d'une ville capitale de l'Europe, multiculturelle et durable. Prenons exemple sur Paris ou le Grand Londres. Nos décideurs auront-ils le courage de prendre ces décisions d'intérêt général ?

Entretien : Thierry Boutte

## Non pour Alain Courtois (MR), premier échevin de la Ville de Bruxelles.

*La Ville de Bruxelles n'est pas un Etat dans l'Etat mais doit gérer le fait qu'elle est la capitale de la Belgique et celle de l'Europe. Pour cela, elle a besoin d'outils, d'ASBL. Tout n'est pas parfait dans leur gestion mais le collègue échevinal assure avoir entrepris de "nettoyer l'inutile."*



© D.R.

### **Bruxelles est-elle un Etat dans l'Etat ?**

Je ne sais pas d'où vient cette expression. Historiquement, qu'on le veuille ou non, Bruxelles-Ville est la capitale de la Belgique. Cela amène un certain nombre d'institutions, qu'elles soient nationales ou internationales. Cela amène des événements. Bruxelles, c'est plus de 800 manifestations par an; c'est aussi quatre hôpitaux universitaires; un grand nombre d'écoles, sans parler du stade... Pour gérer et pour assumer cela, depuis 1831, il a fallu se doter d'outils. Ce n'est pas pour rien que le budget de la Ville de Bruxelles est de 1,5 milliard, ce qui équivaut à un tiers de celui de la Région Bruxelles-Capitale. Est-ce pour cela que la Ville est un Etat dans l'Etat ? Non ! Nous faisons partie de la "lasagne institutionnelle". Nous sommes bloqués par cette "lasagne" où il y a trop de décideurs. Si nous étions un Etat dans l'Etat, il y a déjà longtemps que le stade national serait construit. Cela ne s'est pas fait, OK ! La Ville de Bruxelles par le fait qu'elle soit la capitale, se doit de

l'être au regard d'autres capitales européennes et se doit par conséquent d'avoir une infrastructure digne de son rang, ne fût-ce que pour attirer les touristes. Bruxelles-Ville, ce sont 175 000 habitants qui, de Haren à Louise, représentent la sociologie de la Région. Le Nord fragilisé, le Sud privilégié et le Centre qui est ce melting-pot qui attire. Bruxelles-Ville n'est pas un Etat dans l'Etat, c'est une capitale qui par ses compétences et toutes ses institutions s'est développée au fil des siècles.

**On évoquait le stade national, a-t-il pour vocation de venir devant le conseil communal au détriment, peut-être, d'une politique de plus grande proximité au service des Bruxellois ?**

Il faut faire les deux ! Soit vous dites : "Un stade national doit absolument être dans la capitale, soit il ne doit pas l'être", c'est une question de point de vue. Moi, cela va vous étonner, mais que le stade national soit dans la capitale ou ailleurs, je m'en fous. Ce n'est pas pour la localisation du stade que je me suis battu, c'est pour qu'il y en ait un. Il y en a qui disent que tout ce qui est national doit être ici, je ne suis pas favorable à cela ni pour que les grandes institutions et les grands centres d'intérêts soient sur le territoire de la Ville. Il se fait malheureusement qu'ils y sont. Depuis le traité de Nice, les rencontres européennes se sont multipliées, tout cela a un coût. Il n'y a rien à faire, le rôle de capitale fait qu'il y a une concentration de pouvoirs, cela a des implications en matière de sécurité, de police, etc. On peut prendre cela comme un "trop", c'est possible mais Bruxelles n'a rien demandé. Ce n'est pas la Ville qui a fait qu'aujourd'hui l'hôpital Saint-Pierre est un des grands centres hospitaliers du pays et qu'il est situé rue Haute.

**Il faut des "outils" mais n'y en a-t-il pas trop ? N'y a-t-il pas des doublons évitables entre par exemple la Ville et la Région ? Bianca Debaets (CD&V), la secrétaire d'Etat en charge de la Transition numérique et par ailleurs conseillère communale pointe le trop grand nombre d'ASBL à Bruxelles "[...] dans lesquelles le contrôle démocratique du conseil communal est très difficile ou pratiquement inexistant".**

On peut rentrer dans cette polémique. Comme je l'ai dit, il faut des instruments pour faire tourner tout cela. Est-ce que c'est la Région qui doit le faire, est-ce que c'est la Ville ? On est dans le débat institutionnel. Je pense que Ville et Région peuvent travailler de concert. Sur les instruments, je signale quand même que la Ville a supprimé plus de 400 mandats, ce qui fait plus d'un million d'économies. J'attends toujours que d'autres grandes villes fassent la même chose. Rien n'est parfait, c'est certain. On peut toujours mieux gérer. On peut aussi tout instrumentaliser... Un moment donné, il faut aussi commencer à nettoyer et je pense que la Ville est en train de le faire.

**Depuis l'entrée en fonction de M. Close ?**

J'ai travaillé avec trois bourgmestres depuis que je suis là, je ne m'attache pas à tout cela. La Ville fonctionne, la Ville travaille, la Ville bouge. J'aime

bien les donneurs de leçons mais ici, je peux vous dire que nous avons entamé un travail qui est de "nettoyer l'inutile".

Entretien : Christophe Blaivie

**Entretiens : Thierry Boute et Christophe Blaivie**